

La télé, arme de transparence massive ?

POLITIQUE Les télévisions locales diffusent les questions d'actualité des entités fédérées

► Après le parlement wallon, c'est au tour du parlement de la Fédération Wallonie-Bruxelles d'avoir son décrochage en télévision.
► Les élus applaudissent l'initiative, même s'il y a des inconvénients.

De la politique à l'heure de la sieste. Ronflant ? Pas pour les douze télévisions locales, qui renforcent leur offre. Depuis deux ans, elles diffusaient les questions d'actualités du parlement wallon. À partir de ce jeudi, s'ajoutent, en alternance, celles de la Fédération Wallonie-Bruxelles. « On a souhaité prendre un peu de recul, voir comment cela se passait là-bas », explique Philippe Courard (PS), le président du parlement de la Fédération Wallonie-Bruxelles. Certains craignaient de se retrouver dans une sorte de série télé où chacun surjouerait son rôle parce qu'il passe dans le petit écran. On voulait vérifier que le débat parlementaire n'était pas dénaturé par les caméras. »

Un rapide tour des différentes formations politiques permet de récolter un avis unanime : « Oui, mille fois oui à plus d'images pour plus de transparence. » Pas de surprise. Le mot est sur toutes les lèvres depuis le scandale Publifin. Olivier Maroy, ex-homme de télé et aujourd'hui député régional MR, résume : « Il ne faut pas que nous soyons dans une tour d'ivoire mais dans une maison de verre. » Certains, comme l'Ecolo Chris-



Effet de la présence des caméras ? L'assemblée du parlement de la Fédération Wallonie-Bruxelles devrait être au complet pour la rentrée politique et télévisuelle ce jeudi à 14 heures. © D.R.

tos Doukeridis, jugent même qu'il y avait urgence à promouvoir l'institution. « Le parlement de la Fédération Wallonie-Bruxelles était sorti des radars médiatiques. C'est plutôt un mauvais signe car il gère des compétences importantes qui touchent à la vie quotidienne des citoyens. »

Outre l'augmentation de la transparence, la présence de caméras a aussi des effets positifs inattendus, comme une assiduité

accrue. Tous ceux qui siègent au parlement wallon ont remarqué que les bancs étaient pratiquement toujours remplis au moment des questions d'actualité. « Beaucoup de citoyens pensent que nous ne faisons rien et que les députés ne sont jamais au parlement », constate Caroline Persoons (Défi). Je pense qu'on va en voir certains un peu plus que précédemment. Après, c'est surtout important car cela nous permet de montrer notre travail. »

Les députés peuvent aussi faire la démonstration de leur talent oratoire : « C'est clair que cela nous oblige à soigner notre rhétorique », souligne Doukeridis. J'ai assisté à de très beaux échanges en questions d'actualité. Bon, cela peut aussi être parfois un peu plan-plan... »

Le danger de la politique spectacle

Le revers de la médaille, c'est que la présence des caméras peut pousser certains à se prendre pour des rock stars ou des vedettes de télé-réalité (chacun sa génération). Inutile pour Catherine Fonck (CDH), qui participe aux débats à la Chambre : « C'est un peu ridicule, surtout que nous sommes déjà filmés en permanence. Tous les débats sont retransmis en ligne et accessibles au public. Il est assez facile de repérer, via internet, ceux qui ne sont présents que lorsqu'il y a des caméras. »

Connu pour ses interpellations musclées, Raoul Hedebouw, le porte-parole du PTB, n'est pas d'accord : « Il faut savoir comment on veut sensibiliser les gens à la politique. Je ne pense pas que

EN PRATIQUE

Une semaine sur deux

À partir de ce jeudi 21 septembre 2017 à 14 heures, les douze télévisions locales (Antenne Centre, BX1, Canal C, Canal Zoom, Notélé, Matélé, RTC Télé Liège, Télé MB, TéléSambre, Télévesdre, TV Com, TV Lux) retransmettront en direct les questions d'actualité du Parlement de la Fédération Wallonie-Bruxelles. Elles diffusaient déjà celles du parlement wallon depuis 2015. Si la rentrée s'effectue un jeudi, les prochaines séances seront organisées et diffusées en télé les mercredis après-midi.

cela soit possible avec des débats soporifiques. Certains parient sur le fait que cela ne va intéresser personne pour pouvoir rester cachés. La présence des caméras permet de dynamiser tout cela et je ne crois pas qu'on y perd au niveau du fond. »

S'il est désormais possible de suivre les questions d'actualité des différentes entités fédérées via les télévisions locales, il faut se tourner vers le service public flamand pour assister à celles de la Chambre. Depuis quinze ans, deux fois par semaines, « Villa Politica » propose une immersion dans les travées du parlement.

En plus de retransmettre les interventions des députés et ministres fédéraux, la journaliste

Linda De Win les reçoit dans une pièce située juste à côté de l'enceinte. Le résumé de la semaine diffusé le samedi attire parfois jusqu'à 200.000 téléspectateurs. En direct, on tourne plutôt autour des 50.000. L'audience a été divisée par deux depuis que le programme a été transféré sur Canvas, équivalent de La Deux.

Il n'empêche, même si on est loin des scores des JT, cela reste une audience honorable vu l'horaire de diffusion. L'émission a aussi permis de mettre en évidence une partie des députés du parlement flamand. Tous les représentants politiques francophones que nous avons interrogés sont - logiquement - demandeurs d'un programme similaire sur la RTBF.

Pas à la RTBF

Johanne Montay, cheffe du service politique, nous répond que le focus est plutôt mis sur le digital. « Le support numérique nous permet de diffuser les débats facilement en étant sûrs d'avoir une audience maximale. Nous accompagnons les séances avec un chat alimenté par un journaliste de la rédaction qui interagit avec les spectateurs. C'est moins lourd que de produire une émission. »

Les moyens techniques installés dans les différents parlements sont une bonne nouvelle pour la RTBF et les différents médias, dont le site du Soir. Ils peuvent ainsi proposer des directs en cas de forte actualité. Les commissions parlementaires de ces derniers mois ont suscité un réel intérêt.

Pour l'instant, la RTBF ne prévoit pas de retransmettre les débats à la Chambre de manière récurrente : « On le fait en fonction des enjeux. Il n'y a pas toujours des moments où il se passe quelque chose... »

De son côté, le parlement de la Fédération Wallonie-Bruxelles souhaite continuer à miser sur le bon vieux média télé. Le financement des captations inclut aussi la production de capsules pédagogiques visant à expliquer le fonctionnement de l'institution.

À terme, Philippe Courard souhaite que Bruno De Rue, le journaliste de Canal C qui introduit et commente les retransmissions depuis Bruxelles et Namur, puisse interviewer les députés en cours de débats. On s'approcherait alors d'une déclinaison francophone de « Villa Politica ». ■

MAXIME BIERMÉ

L'EXPERT

« D'abord susciter l'intérêt »

L'avis de Jean-Benoît Pilet, directeur du Cevipol (ULB). La diffusion des débats en télé, un outil démocratique important ? C'est vrai que cela peut apporter de la transparence. La difficulté, c'est que quand la quantité d'informations disponibles devient trop importante, elle se retrouve noyée. S'il n'y a pas de décryptage, cela ne rend pas le citoyen mieux informé. Surtout, il faut d'abord susciter son intérêt et le convaincre de venir s'informer. Il y existe un petit groupe très intéressé par ce genre de programmes, mais c'est une minorité. Je pense que les gens viendront surtout pour s'informer



sur un dossier ou un débat spécifique.

La présence des caméras a-t-elle des inconvénients ?

Il y a certainement une adaptation du format du discours. En Flandre, où ils ont l'émission « Villa Politica », on a aussi vu une réorientation du travail des parlementaires vers ce moment filmé plutôt que les réunions qui peuvent se dérouler en même temps.

Est-ce encore un format pertinent en 2017 ?

Cela peut permettre de faire connaître certains députés. En revanche, ce qui fonctionne le mieux, c'est quand le citoyen peut intervenir. Après, en France et au Royaume-Uni par exemple, cela reste des rendez-vous historiques reconnus.

M.BMÉ

La Fox peine à changer de culture en interne

MÉDIAS Les scandales de harcèlement sexuel s'enchaînent depuis quatorze mois au sein chaîne conservatrice

Les chaînes du groupe américain Fox, en premier lieu la chaîne d'information en continu conservatrice Fox News, accumulent les affaires de harcèlement et de discrimination, signe de dérives que l'entreprise affirme vouloir corriger, mais sans résultat tangible pour l'instant.

Au fil des mois la liste s'allonge. Lundi, c'est un présentateur de la chaîne Fox Business Network, petite sœur de Fox News, qui a été accusé de viol par une ancienne éditorialiste politique de la chaîne, Scottie Nell Hughes.

En 14 mois, Fox News a déjà perdu son PDG et fondateur, Roger Ailes, mais aussi son présentateur vedette, Bill O'Reilly, tous deux mis en cause pour harcèlement sexuel.

Mardi, lors de sa première interview depuis son licenciement, Bill O'Reilly a assuré qu'il était innocent des faits qu'on lui reprochait et a accusé des activistes d'avoir planifié, le concernant,



Le présentateur Charles Payne est accusé de viol. © D.R.

« un assassinat politique et financier ».

Mais le problème va bien au-delà de quelques noms, comme en témoignent les déclarations à la justice d'anciennes collaboratrices de Fox, qui font état d'avances, de violences verbales et physiques, ou d'employées et de journalistes traitées de « putes » ou de « salopes ».

De nombreuses procédures sont en cours pour des affaires

concernant Fox News mais aussi d'autres chaînes et stations de radio du groupe.

Le groupe rappelle qu'il a mandaté dès juillet 2016 et la publication des premières accusations visant Roger Ailes un cabinet d'avocats pour enquêter sur d'éventuelles pratiques déviantes.

Mais pour Angelo Carusone, président de Media Matters, qui se définit comme un organe de surveillance des médias conservateurs, ce processus « n'était pas fiable ».

Scottie Nell Hughes assure ainsi que Fox l'a définitivement écartée de l'antenne après qu'elle se fut confiée aux avocats, signe que tout ou partie des informations glanées lors de l'enquête était communiqué à Fox.

En revanche, selon une source proche du groupe, les conclusions de l'enquête, dont on ne sait si elle est close, ne seront jamais rendues publiques.

Depuis septembre 2016, près de 7.000 employés de l'entreprise ont suivi une formation consacrée aux comportements en entreprise, dont tous les salariés de Fox News.

En début de session, le PDG de 21st Century Fox insiste sur la nécessité de faire part de tout comportement inapproprié, avec l'assurance, en cas de témoignage, de ne pas faire l'objet de représailles.

Une certaine vision de la femme

Mais on ne change pas deux décennies d'histoire en quelques minutes de pédagogie, a fortiori dans le cas d'une chaîne qui met en scène « de manière hyper sexuée ses présentatrices et ses journalistes » femmes, estime Reece Peck, enseignant à l'université publique de New York, qui prépare un livre sur Fox News.

Cheveux longs, gros plans sur

les jambes, diktat de la jupe ou de la robe courte qui faisait même l'objet de consignes, selon Gabriel Sherman, auteur d'un livre sur Roger Ailes, Fox News projetait une image de la femme qui existe avant tout par son physique.

Pour l'universitaire, « il y a une connexion avec l'idéologie politique conservatrice de la chaîne », qui sépare les sexes et entretient une vision de la femme très classique, conforme à celle d'une partie de l'électorat républicain.

Pourtant toujours très critique de la chaîne et du groupe, Angelo Carusone voit néanmoins dans la gestion de l'affaire Scottie Nell Hughes, la dernière en date, une évolution positive. « Ce qui est fondamentalement différent, dit-il, c'est que Fox News tient un discours. Ils évoquent les choses publiquement. ». Auparavant, « il n'y avait aucun mécanisme pour traiter le problème ». (afp) ■

LES BRÈVES

BEL RTL
Emmanuel Mestdag devient directeur des programmes



Celui qui était producteur de « Place Royale » travaillera sous la tutelle d'Eric Adelbrecht, qui reste directeur des radios. Il sera chargé de gérer les actuels et futurs programmes de Bel RTL. Selon nos informations, la chaîne a mis plusieurs mois à trouver un candidat pour le poste. Le défi est de taille, Bel RTL est fortement concurrencée par VivaCité. Son leadership n'est plus assuré même si elle l'a récupéré lors de la dernière vague d'audiences. Sa part de marché, environ 14 %, est aussi trop faible au regard des attentes du groupe. (M. Brmé)